

COMMUNIQUE DE PRESSE

Luxembourg, le 14 octobre 2003

Le Conseil National des Femmes du Luxembourg (CNFL) a, dès février 2002, adopté une prise de position par rapport au projet de loi relatif au nom patronymique des enfants.

Constatant que les auteurs du projet font état d'un souci de mise en conformité de nos lois nationales tant avec les engagements internationaux souscrits par le Grand-Duché de Luxembourg qu'avec le principe constitutionnel consacrant l'égalité des Luxembourgeois devant la loi, le CNFL retient que certaines dispositions préconisées semblent se limiter à l'aspect purement formel et n'intègrent pas la promotion d'une égalité femmes-hommes de fait.

Le CNFL considère qu'il est du devoir de l'Etat de veiller au respect des valeurs fondamentales. Or l'égalité femmes-hommes est un droit humain fondamental consacré.

En considération de quoi, le CNFL est d'avis que le texte déposé doit être amendé en certains points.

Nom matronymique, nom patronymique, nom de la personne ?

L'expression patronymique n'a pas été remise en question. Pourtant la désignation du nom de la personne ne saurait, dans une optique égalitaire, être qualifiée ni de patronymique ni de matronymique, mais bien de nom de la personne.

Nom de la mère, nom du père, nom des parents ?

Ensuite, le fait que le choix des parents sera exclusif, donc soit le nom de la mère, soit le nom du père contient le germe d'une situation d'égalité purement théorique. Comment justifier le choix de tel ou tel nom ? Ne serait-il pas alors plus simple de continuer de se conformer à l'usage ancestral qu'est la transmission du nom du père ? Afin de garantir une liberté de choix réelle et de permettre une identification parents-enfants effective, le CNFL considère qu'il est absolument nécessaire, à l'instar des règles appliquées dans d'autres pays, d'étendre le choix des parents à l'option du nom double, donc au nom des parents.

Enfant légitime, enfant naturel, enfant ?

Le CNFL constate que le projet perpétue la discrimination entre enfants « légitimes » et enfants « naturels ». En effet, le texte prévoit l'obligation pour les parents d'opérer leur choix à des époques différentes, selon qu'il s'agit d'un couple marié ou non. A savoir, il est prévu de faire obligation aux futurs époux (indépendamment de leur intention ou non d'avoir des enfants) de se prononcer sur leur choix au moment du mariage. Cette disposition est qualifiée d'incompréhensible par le CNFL qui revendique une procédure identique pour toute naissance, à savoir une déclaration conjointe à remettre à l'officier de l'état civil au moment de la déclaration de naissance.

Droit des enfants ?

Le CNFL demande à ce que chaque enfant, dès un âge à définir, ait le droit d'opérer un choix personnel quant au nom qu'il désire porter.

Droit fondamental reporté ?

Le projet déposé prévoit que les nouvelles règles s'appliqueront de façons différentes selon que les parents soient mariés ou non. Ainsi, alors que les futurs parents non mariés pourront directement opérer un choix, les gens mariés ne sauront faire de même. En effet, il est prévu que la loi s'appliquera aux mariages conclus postérieurement à son entrée en vigueur. De fait, en ce qui concerne les gens mariés, l'application de la loi sera donc différée. Le CNFL considère que l'application immédiate de toutes les dispositions de la nouvelle loi s'impose pour toute naissance nouvellement déclarée.

